Séances plénières

- **MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012 APRÈS-MIDI (116)**
JEUDI 29 NOVEMBRE 2012 APRÈS-MIDI (117)

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. Projet de loi modifiant la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, en vue d'instaurer une cotisation spéciale pour 2012 à charge des secrétariats sociaux agréés, n^{os} 2441/1 à 3.

Le projet de loi s'inscrit dans le cadre de l'exécution du budget 2012 en vertu duquel il a été décidé que les secrétariats sociaux fourniraient également une contribution à la maîtrise stricte des dépenses au sein de la sécurité sociale.

Le projet de loi instaure ainsi une cotisation spéciale de sécurité sociale pour les secrétariats sociaux agréés, prélevée sur le montant des cotisations qu'ils versent à l'Office national de sécurité sociale pour le premier trimestre 2012. Le produit de cette cotisation est versé à la gestion globale de la sécurité sociale.

Le pourcentage de la cotisation s'élève au maximum à 0,0325 %, afin d'atteindre l'objectif budgétaire convenu de 5 millions d'euros en 2012.

En exécution de l'avis des partenaires sociaux, la cotisation spéciale est actuellement limitée à l'année 2012. Dans le cadre d'un débat plus large sur les dépenses de gestion dans la sécurité sociale, les partenaires sociaux doivent formuler des propositions pour les années 2013 et 2014, afin de réaliser le trajet budgétaire convenu dans l'accord de Gouvernement.

Le projet de loi n° 2441 est adopté par 81 voix contre 37 et 12 abstentions

2. - Projet de loi portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution, n^{os} 2395/1 à 3.
- Projet de loi portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 77 de la Constitution, n^{os} 2396/1 et 2.

Les projets de loi n^{os} 2395 et 2396 sont adoptés par l'unanimité des 130 voix

3. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de justice, n^{os} 2429/1 à 8.
- Proposition de loi (M. Renaat Landuyt) modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne la surveillance électronique, n^{os} 31/1 et 2.
- Proposition de loi (Mmes Sabien Lahaye-Battheu et Carina Van Cauter et M. Patrick Dewael) modifiant la loi relative à la détention préventive afin d'instaurer une surveillance électronique, n^{os} 1209/1 et 2.

Le projet de loi n° 2429/7 est adopté par 79 voix contre 39 et 12 abstentions

Le projet de loi n° 2429/8 est adopté par 79 voix contre 36 et 14 abstentions

4. Projet de loi complétant l'article 124 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne la réduction du capital d'une assurance vie en cas de succession, n^{os} 2387/1 à 3.

Le projet de loi n° 2387 est adopté par l'unanimité des 131 voix

5. Projet de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le comportement incorrect des bénéficiaires et en vue d'autoriser la représentation de l'héritier renonçant, n^{os} 2388/1 à 3.
- Proposition de loi (Mmes Sabien Lahay-Battheu et Carina Van Cauter et M. Patrick Dewael) modifiant le Code civil en ce qui concerne le comportement incorrect des bénéficiaires, n^{os} 940/1 et 2.

Le projet de loi n° 2388 est adopté par l'unanimité des 129 voix

6. - Projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (I), n^{os} 2450/1 à 4.
- Projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (II), n^{os} 2451/1 à 3.

Le projet de loi n° 2450 est adopté par 83 voix contre 37 et 12 abstentions
Le projet de loi n° 2451 est adopté par 106 voix contre 12 et 13 abstentions

7. Projet de loi portant des dispositions fiscales et financières, n^{os} 2458/1 à 4.

Le projet de loi n° 2458 est adopté par 80 voix contre 40 et 12 abstentions

8. Projet de loi portant diverses dispositions modificatives relatives aux pensions du secteur public, n^{os} 2405/1 à 5.

Le projet de loi n° 2405 est adopté par 80 voix contre 29 et 23 abstentions

9. Projet de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la Coopération technique belge (CTB) sous la forme d'une société de droit public, n^{os} 2444/1 à 4.

L'objectif de ce projet de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant la création de la "Coopération technique belge" sous la forme d'une société de droit public est de fournir une base légale claire permettant l'application de la modalité d'exécution "exécution nationale" dans les projets gouvernementaux de la Coopération au Développement. Dans le cadre de l'exécution nationale, l'exécution d'un projet (ou d'une partie de projet) est gérée par ou déléguée à une ou plusieurs institutions du pays partenaire pour le compte de la Coopération Technique Belge (CTB), selon les procédures nationales du pays partenaire, alors que la CTB assure les fonctions de contrôle et d'audit. Le but est de renforcer les systèmes de gestion du pays partenaire.

Or l'article 5, § 1er de la loi du 21 décembre 1998 confie à la CTB "l'exclusivité de l'exécution, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de la Belgique, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec les pays-partenaires".

Le projet de loi complète donc cet article afin de permettre la délégation de l'exécution aux instances du pays partenaire. Ceci se fait sur l'initiative de l'État belge, sur la base d'une analyse de risque et en accord avec le pays partenaire.

Le projet de loi n° 2444 est adopté par 119 voix et 12 abstentions

10. Projet de loi relatif à la rémunération des membres du personnel et des mandataires des organismes d'intérêt public, des entreprises publiques autonomes et des personnes morales sur lesquelles l'État exerce directement ou indirectement une influence dominante, en tant que personnes physiques, n^{os} 2445/1 à 4.

Ce projet de loi vise à interdire aux membres du personnel et aux mandataires des organismes d'intérêt public, des entreprises publiques autonomes et des personnes morales sur lesquelles l'État fédéral exerce directement ou indirectement une influence dominante de percevoir leur rémunération par le biais d'une société. Il s'agit de mettre fin, au sein des personnes morales visées par le projet de loi, à la pratique qui consiste à percevoir sa rémunération par le biais d'une société afin d'éviter l'impôt sur les personnes physiques.

Le projet de loi n° 2445 est adopté par 106 voix et 26 abstentions